

Etablissement public du musée du quai Branly - Jacques Chirac



★ **MUSÉE DU QUAI BRANLY
JACQUES CHIRAC**

Cahier des Clauses Techniques Particulières

Lot n° 1

Assurance « RESPONSABILITE CIVILE »

Cahier des Clauses Techniques Particulières

Conditions Particulières

- **L'ASSURÉ**
- **ACTIVITÉS GARANTIES**
- **TITRE I – DÉFINITIONS**
- **TITRE II – OBJET ET ÉTENDUE DES GARANTIES**
- **TITRE III – PRÉCISIONS CONCERNANT LA MISE EN ŒUVRE DES GARANTIES GÉNÉRALES**
- **TITRE IV - PRÉCISIONS CONCERNANT LA MISE EN ŒUVRE DES GARANTIES SPÉCIFIQUES**
- **TITRE V - GARANTIE INDIVIDUELLE ACCIDENT**
- **TITRE VI - EXCLUSIONS SPÉCIFIQUES AUX RISQUES DES RESPONSABILITÉS**
- **TITRE VII – LIMITES D'ENGAGEMENTS EN MONTANTS ET DANS LE TEMPS**
- **TITRE VIII – ÉTENDUE TERRITORIALE DES GARANTIES**
- **TITRE IX – CONNAISSANCE DES RISQUES**
- **TITRE X – FRÉQUENCE DE PAIEMENT**

• Conditions Particulières

Assurance Responsabilité civile

→ Présentation :

Situé au bord de la Seine, au pied de la tour Eiffel, le musée du quai Branly – Jacques Chirac s’attache à donner la pleine mesure de l’importance des Arts et Civilisations d’Afrique, d’Asie, d’Océanie et des Amériques, à la croisée d’influences culturelles, religieuses et historiques multiples.

Inauguré en 2006, le musée des arts et civilisations d’Afrique, d’Asie, d’Océanie et des Amériques a été soutenu par l’ancien président Jacques Chirac et réalisé par le célèbre architecte Jean Nouvel. Le musée du quai Branly – Jacques Chirac est devenu l’un des plus importants musées de Paris, le seuil de 10 millions de visiteurs a été dépassé en 2013. 300 000 oeuvres d’Afrique, d’Asie, d’Océanie et des Amériques constituent la collection que le musée a pour mission de conserver, de documenter et d’enrichir.

Le musée organise une dizaine d’expositions temporaires par an et présente aussi des oeuvres des collections du musée, mais également des prêts prestigieux d’institutions internationales ou de collectionneurs privés.

Les candidats sont invités à prendre connaissance du rapport d’activité 2023 en annexe du présent CCTP, du compte financier 2023 et consulter le site de l’établissement à l’adresse suivante :

https://www.quaibranly.fr/fileadmin/user_upload/1-Edito/6-Footer/8-Missions-et-fonctionnement/Rapports-activites/RA-MQBJC-2023

→ L'Assuré

Etablissement public du musée du quai Branly - Jacques Chirac

ainsi que ses œuvres sociales, les organismes de représentation interne du personnel, à défaut et en complément de couverture spécifique ;

Il est convenu que la notion de tiers est maintenue entre les différents assurés.

ADRESSE : 222 rue de l'Université - 75343 - Paris cedex 07

REPRÉSENTÉ PAR : Monsieur Emmanuel Kasarhérou - Président

Durée de marché : 4 ans

Date d’effet : 01/10/2024

Fin de marché : 30/09/2028

Échéance annuelle du contrat : 01/01

Préavis de résiliation : 4 mois

→ Activités garanties :

Toutes les activités de l'Assuré, de ses services annexes et activités annexes de toute nature pouvant se rattacher directement ou indirectement à l’activité principale ou susceptible d’en faciliter l’extension ou le développement ; et également toutes opérations industrielles, commerciales ou financières pouvant engager directement ou indirectement la responsabilité de l'Assuré.

Le présent contrat garantit l'Assuré contre les conséquences pécuniaires de sa responsabilité selon les conditions générales mentionnées par l'assureur dans l'acte d'engagement, et les présentes conditions

particulières, lesquelles complètent et/ou annulent et/ou remplacent toutes stipulations contraires ou moins favorables à l'assuré.

Exemples d'activités réalisés :

L'ensemble des activités du Musée du quai Branly – Jacques Chirac, visant à mettre à disposition du grand public le patrimoine culturel, et notamment, sans que ces définitions puissent avoir un caractère exhaustif :

- Les expositions permanentes
- Les expositions temporaires
- Les expositions itinérantes
- Les conférences, débats, séminaires, colloques
- La bibliothèque, la photothèque, la médiathèque et le centre de conservation et de ressources
- Les spectacles vivants (théâtre, danse), cinéma, vidéo
- Les animations destinées à un public spécifique
- Les activités commerciales diverses,
- L'engagement de l'assuré en tant qu'organisateur ou participant à des manifestations culturelles diverses.

Extrait budget :

Les recettes de fonctionnement (2023)	Recettes
Subventions d'État (SCSP et financement fléché)	46 887 571 €
Autres subventions d'exploitation	136 513 €
Billetterie	4 014 977 €
Mécénat et parrainages	861 853 €
Échange de marchandises	1 625 771 €
Coproduction de tournées et itinérances itinérance de spectacles et d'expositions	1 167 860 €
Activités commerciales	283 947 €
Valorisation du domaine	2 346 358 €
Valorisation des collections	1 807 722 €
Recettes diverses	173 013 €
Total général	59 305 585 €

Les dépenses de fonctionnement (2023)	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Collections / Activités scientifiques et de recherche	2 741 401 €	2 626 037 €
Programmation / Production culturelle et scientifique	6 615 935 €	6 449 913 €
Publics	2 775 851 €	2 673 844 €
Bâtiments et domaines	3 694 936 €	3 897 741 €
Dépenses communes	42 702 461 €	13 842 451 €
Fonctions supports	3 858 988 €	4 057 491 €
Échange de marchandises	1 687 303 €	1 630 103 €
Total fonctionnement	64 076 875 €	35 177 579 €
Total personnel	18 332 722 €	18 332 722 €
Total général	82 409 597 €	53 510 301 €

TITRE I – DÉFINITIONS

Pour l'application du contrat, on entend :

→ ASSURÉ :

Le souscripteur et/ ou toute autre personne désignée comme tel aux présentes conditions particulières, ainsi que ses agents et élus conformément à l'article L134-4 et suivants du Code général de la fonction publique et aux articles L2123-34 et L2123-35 du Code Général des Collectivités Territoriales, dans la mesure où une faute personnelle détachable de l'exercice de leurs fonctions ne leur est pas imputable.

→ ASSUREUR :

L'assureur contractant de la police, qui en cas de co-assurance, agit en qualité de gestionnaire de contrat.

→ AUTRUI (Tiers) :

Toute autre personne que l'assuré. Les préposés ou salariés de l'assuré sont considérés comme tiers pour les dommages non pris en compte par la sécurité sociale ou le statut de la fonction publique. Il est précisé que les assurés sont considérés comme tiers entre eux.

→ DOMMAGES CORPORELS :

Toute atteinte corporelle subie par une personne physique et les préjudices qui en découlent.

→ DOMMAGES MATÉRIELS :

Toute atteinte ou destruction d'une chose ou substance, toute atteinte physique à un animal.

→ DOMMAGES IMMATÉRIELS :

Tout préjudice pécuniaire résultant notamment de la privation de jouissance d'un droit, de l'interruption d'un service rendu par une personne ou un bien meuble ou immeuble, ou de la perte d'un bénéfice. Ils sont qualifiés:

- soit de « consécutifs »: ils sont la conséquence des dommages corporels ou matériels garantis,
- soit de « autres dommages immatériels » : ce sont les autres dommages immatériels. Ils peuvent être consécutifs, à tous dommages matériels ou corporels non garantis et notamment ceux subis par les travaux exécutés ou les biens livrés, qui ne seraient pas couverts par le contrat. Ce sont aussi les dommages immatériels qui ne sont consécutifs à aucun dommage matériel ou corporel.

→ ÉCHÉANCE PRINCIPALE :

Celle qui marque le début de chaque période annuelle d'assurance.

→ EXISTANTS :

Biens meubles ou immeubles appartenant à des tiers, préexistant aux travaux de l'Assuré, sur lesquels ou au voisinage desquels l'Assuré effectue des travaux susceptibles de leur occasionner des dommages directement ou indirectement.

→ FRANCHISE :

Somme fixe et ou fraction du dommage prise en compte par l'Assureur et que l'Assuré conserve à sa charge.

→ GARANTIE PAR ANNÉE D'ASSURANCE :

L'engagement maximum de l'Assureur pour garantir les sinistres survenus pendant la période comprise entre la date de garantie et celle de l'échéance principale, ou de 12 mois compris entre deux échéances principales, ou comprise entre l'échéance principale et celle de la cessation de garantie.

→ SINISTRE :

Conformément aux articles L 124-1-1 et L 124-5 du Code des Assurances, constitue un sinistre tout dommage ou ensemble de dommages causés à des tiers, engageant la responsabilité de l'Assuré, résultant d'un fait dommageable et ayant donné lieu à une ou plusieurs réclamations. Le fait dommageable est celui qui constitue la cause génératrice du dommage. Un ensemble de faits dommageables ayant la même cause technique est assimilé à un fait dommageable unique.

La garantie est déclenchée par la réclamation et couvre l'Assuré contre les conséquences pécuniaires des sinistres, dès lors que le fait dommageable est antérieur à la date de résiliation ou d'expiration de la garantie, et que la première réclamation est adressée à l'Assuré ou à son assureur entre la prise d'effet initiale de la garantie et l'expiration d'un délai subséquent à sa date de résiliation ou d'expiration mentionné par le contrat, quelle que soit la date des autres éléments constitutifs des sinistres. Toutefois, la garantie ne couvre les sinistres dont le fait dommageable a été connu de l'Assuré postérieurement à la date de résiliation ou d'expiration que si, au moment où l'Assuré a eu connaissance de ce fait dommageable, cette garantie n'a pas été resouscrite ou l'a été sur la base du déclenchement par le fait dommageable. Les garanties s'appliquent donc aux dommages survenant après sa résiliation si, à la date de réclamation, aucun autre assureur ne les couvre.

L'assureur ne couvre pas l'assuré contre les conséquences pécuniaires des sinistres s'il établit que l'assuré avait connaissance du fait dommageable à la date de la souscription de la garantie, et sous réserve qu'il établisse également que ces faits et événements étaient connus de l'assuré, lors de la souscription du contrat, comme étant susceptibles de faire jouer la garantie.

→ SOUSCRIPTEUR :

La personne morale ou physique désignée sous ce nom au présent contrat, qui le signe, demande l'établissement du contrat et s'engage notamment à en payer les primes.

→ USAGER :

Toute personne qui bénéficie de quelque manière que ce soit de ses services, activités ou prestations de l'établissement.

TITRE II – OBJET ET ÉTENDUE DES GARANTIES

Définition générale :

Le présent contrat garantit l'Assuré contre les conséquences pécuniaires de la responsabilité qu'il peut encourir en raison des dommages corporels, matériels, immatériels consécutifs ou non consécutifs à un dommage matériel ou corporel – y compris ceux causés par un incendie, une explosion ou par l'action de l'eau sous réserve des exclusions prévues à l'alinéa a) des exclusions (Titre-VI) – causés à autrui et notamment du fait de :

- De toutes les personnes (rémunérées ou non) au service direct ou indirect de l'Assuré.
- De toutes les activités de l'Assuré, de tous ses services, compétences et activités annexes de toutes natures (dans leur fonctionnement, non fonctionnement ou fonctionnement mauvais ou tardif), notamment à la suite d'erreurs de traitements ou livraisons de produits ;
- De tous biens de toute nature, dont il a la propriété, l'usage ou la garde à quelque titre que ce soit et des travaux de construction, de réparation, d'entretien et de démolition y afférents.
- La garantie est automatiquement étendue à tous services, y compris les services annexes qui viendraient à être créés après signature du présent contrat et à toutes personnes, tous biens et toutes activités qui viendraient à être mis à disposition ou dévolus à l'Assuré.
- Des sous-traitants ou cotraitants dont les produits ou les prestations engageraient la responsabilité du Musée du quai Branly – Jacques Chirac,
- Des prestations de services et des biens vendus directement ou indirectement par l'assuré. Au titre de cette garantie, ne pourront être exclues les activités commerciales et d'une manière générale toutes activités susceptibles de générer des recettes inscrites au budget du Musée du quai Branly – Jacques Chirac.

L'Assureur reconnaît avoir une connaissance suffisante des risques et renonce à se prévaloir de toutes déclarations supplémentaires tant sur les différentes activités actuelles que sur les nouvelles activités.

Pour plus de précisions, la responsabilité de l'Assuré est garantie selon une formulation “ tous sauf “. Ne sont donc exclus que les événements expressément indiqués comme tels.

TITRE III – PRÉCISIONS CONCERNANT LA MISE EN ŒUVRE DES GARANTIES GÉNÉRALES

→ Dommages de pollution accidentelle

Définition de « pollution » : Toute destruction ou atteinte à l'intégrité physique d'organismes vivants ou de substances inertes, causée par l'atmosphère, les eaux et le sol et qui se créent, se développent, se propagent fortuitement du fait du matériel, des installations, du personnel ou des activités de l'Assuré.

Sous réserve des exclusions mentionnées pour ce risque, la garantie est étendue aux responsabilités qui peuvent incomber à l'Assuré, résultant d'une atteinte à l'environnement, et consécutive à l'émission et la disparition, le rejet ou le départ de toutes substances solides, liquides ou gazeuses polluant l'atmosphère, les eaux ou le sol, ainsi que la production d'odeurs, bruits, vibrations, variations de température, radiations, rayonnements, ondes suite à tout événement accidentel, c'est à dire soudain et imprévu (qui ne se réalise donc pas de façon lente et progressive).

Par ailleurs, la garantie couvre :

- au titre de la responsabilité environnementale et conformément à la directive européenne, les frais de prévention et de réparation des dommages environnementaux, en raison des dommages affectant les sols, subis par les eaux et causés à la bio-diversité.
- au titre de la responsabilité pour préjudice écologique et conformément au Code civil :
 - les frais nécessaires à la réparation du préjudice y compris les dépenses exposées pour évaluer le dommage, prévenir la réalisation imminente d'un dommage, pour éviter son aggravation ou pour en réduire les conséquences, les frais d'étude pour déterminer les actions de réparation, les frais administratifs, judiciaires et les frais d'exécution, le coût de collecte des données, les frais généraux et coût de surveillance et de suivi ;
 - les éventuelles astreintes ou les dommages et intérêts éventuels mis à la charge de l'Assuré ;
 - les éventuels coûts relatifs aux mesures raisonnables propres à prévenir ou faire cesser le dommage.

→ Garantie « Faute inexcusable » et « Faute intentionnelle »

La garantie s'applique :

-En cas d'accident du travail ou de maladie professionnelle atteignant un des préposés et résultant de la faute inexcusable ou intentionnelle de l'Assuré ou d'une personne qu'il s'est substituée dans la direction de l'Assuré, au remboursement des cotisations complémentaires prévues au Code de la Sécurité Sociale et au montant de l'indemnisation complémentaire à laquelle la victime ou ses ayants droit peuvent prétendre, en application du Code de la Sécurité Sociale, ainsi qu'aux sommes supportées par l'Assuré au titre de la réparation de l'ensemble des dommages de même nature, non prévus ou concernés par le Code de la sécurité sociale, subis par la victime ou par tout ayant-droit.

-Aux recours qui peuvent être exercés contre l'Assuré par la sécurité sociale ou tout organisme légalement obligatoire en raison des dommages corporels causés aux conjoints, ascendants et descendants de l'Assuré, ainsi qu'aux recours exercés par ses préposés, en raison des dommages qui leur ont été causés en cas de faute intentionnelle d'un autre préposé.

-Au paiement des frais nécessaires pour assumer la défense de l'Assuré dans les actions amiables et judiciaires fondées sur les articles L 452-1 et suivants du Code de la Sécurité Sociale et dirigées contre lui en vue d'établir sa propre faute inexcusable et/ou celle des personnes qu'il s'est substituées dans la direction de l'Assuré. L'assureur prendra également les frais nécessaires pour assumer la défense de l'Assuré et de ses préposés devant les juridictions répressives en cas de poursuites pour homicide ou blessures involontaires atteignant un préposé de l'Assuré.

→ Responsabilité pour des dommages subis par certaines personnes

Cette garantie s'applique aux dommages subis par les employés temporaires, stagiaires, candidats à l'embauche non assujettis à la législation sur les accidents du travail, sous réserve de la mise en cause de la responsabilité de l'Assuré.

Elle prend aussi en compte les recours exercés contre l'Assuré par les organismes sociaux, de prévoyance ou par d'autres Collectivités, ainsi que par ses préposés salariés ou non.

→ Maladies professionnelles et accidents de service

Cette garantie porte sur les conséquences pécuniaires des recours exercés contre l'Assuré par les salariés ou leurs ayants droit, à la suite de maladies ou affections contractées pendant le service et ne figurant pas aux tableaux officiels des maladies ouvrant droit à indemnisation.

Par dérogation aux éventuelles exclusions concernant les réclamations des agents ou de leurs ayants droit, relatives à leur statut, et sous réserve des garanties accordées par le statut, sont garanties les conséquences financières de la responsabilité pouvant incomber à l'Assuré en raison des accidents de service subis ou des maladies professionnelles contractées par les préposés de l'Assuré.

→ Responsabilité civile besoins du service (y compris sur le trajet)

Par dérogation partielle à toute clause contraire, la garantie est acquise aux conséquences pécuniaires de la responsabilité qui pourrait incomber à l'assuré en sa qualité de commettant, en raison d'accidents causés par un véhicule terrestre à moteur dont il n'a ni la propriété, ni la garde et que ses préposés utilisent sur le trajet de leur résidence au lieu de travail (et vice et versa) ou pour les besoins du service.

La garantie est acquise également aux dommages dans la réalisation desquels sont impliqués des engins auto moteurs, et dont l'assuré est reconnu responsable en qualité de gardien, travaillant pour le compte de l'assuré même avec un personnel de l'Assuré, mais dont il n'est pas propriétaire, usufruitier, ni détenteur en vertu d'un contrat de crédit-bail ou de location longue durée. Il est entendu que cette garantie s'exerce à défaut et en complément.

Demeurent toutefois exclus :

- Les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile incombant personnellement aux préposés salariés ou non ;
- Les dommages subis par le véhicule.

→ Responsabilité civile déplacement d'un véhicule terrestre

Par dérogation partielle à toute clause contraire, la garantie est acquise aux conséquences pécuniaires de la responsabilité qui pourrait incomber à l'Assuré en sa qualité de commettant ou de gardien, en raison des dommages subis par autrui et causés par les véhicules terrestres déplacés faisant obstacle à l'accès ou à la sortie des locaux dans lesquels s'exerce l'activité de l'Assuré, empêchant l'exécution de travaux, s'exposant à subir des dommages du fait de travaux exécutés à proximité.

Sont toutefois exclus de cette garantie, les dommages causés ou subis par les véhicules qui sont la propriété de l'Assuré ou qu'il a loués ou empruntés.

→ Responsabilité Civile Vol par préposés

Cette garantie s'applique aux conséquences pécuniaires de la responsabilité civile mise à la charge de l'Assurée par décision judiciaire du chef de préjudice subi par des tiers et qu'entraîne pour eux le vol de biens quelconques leur appartenant ou dont ils avaient la garde ou l'usage, lorsque ce vol a été commis par les préposés de l'Assurée au cours ou à l'occasion de l'exercice de leurs fonctions.

→ Dommages subis par les véhicules du personnel et des visiteurs stationnés dans l'enceinte de l'assuré ou des parkings

Cette garantie couvre les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile que peut encourir l'assuré du fait des dommages :

- Pouvant atteindre les véhicules appartenant aux préposés ou à des tiers,
- Résultant de la disparition ou de la détérioration à la suite de vol ou tentative de vol des véhicules ou de leurs accessoires, appartenant aux préposés ou à des tiers.

Les garanties interviendront à défaut ou en complément de celles souscrites par le concessionnaire ainsi que pour les parkings privés du Musée du quai Branly – Jacques Chirac.

→ Dommages matériels accidentels subis par les collaborateurs de l'Assuré

La garantie est étendue à la réparation des dommages matériels accidentels subis dans l'exercice de ses fonctions par toute personne collaborant à l'activité de l'Assuré ; étant toutefois précisé que les trajets aller et retour du domicile du préposé au lieu de travail ne sont pas compris dans cette garantie.

→ Responsabilité objets confiés

Définition : Biens meubles appartenant à des tiers, confiés à l'assuré pour leur garde, exposition, entrepôt, travaux de toute nature.

La garantie est étendue aux conséquences pécuniaires de la responsabilité encourue par l'assuré en raison des dommages causés aux biens confiés, du fait notamment de la détérioration, de la destruction, de la perte ou de la disparition.

Sont notamment assurés, dans cette rubrique, les dommages causés aux biens (décors, chapiteaux, aménagement, agencements, etc.) mis à la disposition de l'Assuré.

→ Garantie des Vestiaires

Cette garantie couvre les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile que peut encourir l'assuré du fait des dommages survenant aux vêtements et objets personnels déposés par des tiers ou le personnel dans les vestiaires de l'assuré.

Les garanties interviendront à défaut ou en complément de celles souscrites par l'exploitant, ou à l'occasion de soirées privées organisées par le Musée du quai Branly – Jacques Chirac.

→ Responsabilité du fait de produits livrés

Le contrat garantit les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile encourue par l'Assuré et causé par des produits fabriqués, conditionnés ou traités par lui, et livrés à titre gratuit ou onéreux en vue de leur utilisation par des tiers à l'intérieur ou en dehors de l'Établissement.

→ Responsabilité du fait des sous-traitants

La garantie est étendue aux conséquences pécuniaires de la responsabilité qui incombe à l'Assuré en raison des dommages subis par autrui du fait de sous-traitants. Cette garantie ne se substitue pas à la responsabilité personnelle des sous-traitants et l'Assureur garde son recours à l'égard de ces sous-traitants.

→ Transfert de responsabilité ou renonciations à recours

La garantie est étendue aux conséquences des conventions comportant transfert de responsabilité ou renonciation à recours, intervenue entre l'assuré et tous tiers et notamment l'état, l'armée, les administrations, Collectivités locales, associations diverses, organismes publics ou semi-publics français ou étrangers, les sociétés de location de crédit-bail, les organisateurs de foires et expositions, les personnes mettant à disposition des biens ou des personnes, les établissements ou entreprises voisines, dans le cadre des contrats d'assistance réciproque.

D'autre part, l'assureur renonce au recours qu'il pourrait exercer contre le représentant légal ou tout adjoint ou conseiller délégué, sauf en cas de faute intentionnelle ou dolosive. Toutefois, si le responsable est assuré, l'assureur pourra exercer son recours contre l'assureur de celui-ci.

→ Garantie des régisseurs

La garantie est étendue à la responsabilité des régisseurs et suppléants vis à vis de l'Assuré et d'autrui. Cette garantie s'applique à défaut et en complément des garanties souscrites par ailleurs par ces personnes.

→ Responsabilité civile des bénévoles et usagers

La garantie est étendue aux conséquences pécuniaires de la responsabilité encourue par l'Assuré à la suite de dommages subis ou causés par les bénévoles prêtant leur concours à l'Assuré, ainsi qu'à la suite de dommages subis ou causés par les personnes accueillies par l'Assuré effectuant à titre bénévole, de menus travaux pour le compte de l'Assuré ou de tiers.

→ Responsabilité en qualité d'organisateur d'un service de transport

La responsabilité est étendue aux conséquences pécuniaires de la responsabilité incombant à l'Assuré en qualité d'organisateur, du fait des dommages corporels, matériels ou immatériels causés aux autres passagers, aux accompagnateurs, au conducteur, au véhicule, ...

→ Garantie de recours et de défense pénale

L'Assureur s'engage à défendre l'Assuré à la suite de toute mise en cause ou réclamation amiable ou judiciaire du fait d'un sinistre garanti au titre du présent contrat quel qu'en soit le lieu.

Il prend la défense de l'Assuré que la réclamation du tiers soit fondée ou non.

En cas de doute sur l'application de la garantie, l'Assureur en avise immédiatement l'Assuré, mais assume cependant sa défense dans l'attente de tous faits ou éléments nouveaux, qui doivent être portés à sa connaissance pour lui permettre de prendre une position définitive.

Pour sa défense l'Assuré a le libre choix de ses avocats et auxiliaires de justice.

Si l'Assuré s'en remet à l'Assureur, les frais et honoraires correspondants sont pris en charge directement par ce dernier.

Si l'Assuré fait son propre choix il doit faire l'avance des frais et honoraires correspondants qui lui seront remboursés par l'Assureur dans la limite de ceux qu'il aurait réglés à ses propres avocats et auxiliaires de justice. En cas de règlement par l'Assuré d'une indemnité complémentaire à celle versée par l'Assureur (le montant du sinistre ayant dépassé le montant de la garantie), et en cas d'aboutissement même partiel d'une action de recours contre le responsable des dommages, l'Assuré sera remboursé en priorité de l'indemnité qu'il aura versée.

L'Assureur peut, après concertation avec l'Assuré, exercer toutes voies de recours au nom de l'Assuré, y compris le pourvoi en cassation, lorsque l'intérêt pénal de l'Assuré n'est plus en jeu.

Dans le cas contraire, il ne peut les exercer qu'avec l'accord de l'Assuré.

Tous les frais et honoraires d'enquête, d'instruction, d'expertise, d'avocat, ainsi que les frais de procès et d'arbitrage, sont pris en charge par l'Assureur et inclus dans la limite des montants de garantie.

L'Assureur a seul le droit, mais après concertation avec l'Assuré et dans la limite de sa garantie, de transiger avec les personnes lésées ou leurs ayants droit. Il informe l'Assuré au préalable de ses intentions. Toutefois, lorsque des intérêts commerciaux seront en jeu, l'Assuré peut avec l'accord de l'assureur, mener la transaction.

Aucune reconnaissance de responsabilité, aucune transaction intervenant en dehors de l'Assureur ne lui est opposable. N'est pas considéré comme une reconnaissance de responsabilité, l'aveu d'un fait matériel, ou le seul fait d'avoir procuré à la victime un secours urgent lorsqu'il s'agit d'un acte d'assistance que toute personne a le devoir légal ou moral d'accomplir.

N'est pas non plus considéré comme reconnaissance de responsabilité ou commencement de transaction, tout dédommagement fait par l'Assuré à titre purement commercial.

Il est précisé que la garantie demeure acquise en cas d'arbitrage, sous réserve que l'Assureur soit associé à la rédaction du compromis et à la désignation des arbitres.

TITRE IV - PRÉCISIONS CONCERNANT LA MISE EN ŒUVRE DES GARANTIES SPÉCIFIQUES

→ Responsabilité relative aux administrateurs

La garantie est étendue à la responsabilité personnelle des administrateurs dans l'exercice de leur mandat, y compris lors des trajets et également aux dommages subis par ces administrateurs, lorsque sur la base de toute disposition législative ou réglementaire, la responsabilité de l'Assuré est engagée.

→ Dommages subis par les bâtiments et le matériel de l'Assuré et des Usagers

La garantie est étendue à la réparation des dommages matériels subis par les bâtiments, le matériel et le personnel de l'Assuré et des autres Usagers du fait des agissements des Usagers, des consultants externes et des visiteurs, à l'exclusion de ceux provoqués par un événement garanti au titre de la police d'assurance « dommages aux biens » et qui ne pourraient pas faire l'objet d'un recours en responsabilité contre l'Assuré.

L'Assureur conserve toutefois son recours contre l'assureur de l'auteur du dommage.

TITRE V - GARANTIE INDIVIDUELLE ACCIDENTS

→ Individuelle accidents des administrateurs

En plus des garanties de responsabilité à l'égard des administrateurs, qui doivent être prises dans le sens le plus large, quant aux fonctions et aux dommages, le contrat leur garantit le paiement d'indemnités contractuelles définies ci-dessous, que les dommages évoqués puissent donner lieu ou non à indemnisation au titre de la responsabilité.

Toutes les activités, missions, tous les travaux qu'ils peuvent entreprendre dans l'exercice de leurs mandats sont garantis selon les indemnités ci-dessous.

Garanties	Capitaux
Décès	50.000€
Incapacité / Invalidité	200.000€
Frais médicaux	5.000€
Frais de recherche, secours, rapatriement	5.000€

Cette garantie est strictement limitée aux conséquences d'accidents. Les garanties ci-dessus peuvent être cumulées avec celles qui seraient versées au titre de la responsabilité de l'Assuré et des services assurés au titre du présent contrat si cette responsabilité est engagée.

TITRE VI - EXCLUSIONS SPÉCIFIQUES AUX RISQUES DES RESPONSABILITÉS

Sont toujours exclus :

a) Les dommages matériels et immatériels causés par un incendie, une explosion ou résultant de l'action directe de l'eau survenus dans un local appartenant à l'Assuré ou occupée par elle ou par toute personne dont elle est civilement responsable pendant une période excédant trente jours consécutifs.

b) Les dommages causés par la pollution non accidentelle de l'environnement

c) Les dommages causés aux préposés de l'Assuré pour la part prise en charge par le régime général des accidents du travail ou par des obligations statutaires de l'Assuré, sous réserve des dispositions prévues aux "précisions concernant la mise en œuvre de certaines garanties."

d) Les réclamations des salariés de l'Assuré fondées sur le non-respect des statuts.

e) Les dommages causés aux biens dont l'Assuré ou les personnes dont il est civilement responsable, ont la propriété, la garde ou l'usage sous réserve des précisions aux risques particuliers.

Restent toutefois garantis les objets confiés.

f) Les dommages résultant de façon inéluctable et prévisible de faits ou de modalités d'exécution d'un travail telles qu'elles ont été prescrites et mises en œuvre par l'Assuré, ainsi que les dommages dus au fait conscient et intéressé des représentants légaux de l'Assuré et qui feraient perdre à l'événement d'origine du sinistre, son caractère aléatoire.

g) Les dommages provenant de la faute intentionnelle et dolosive de l'Assuré sous réserve des dispositions de l'article L 121.2 du Code des assurances.

h) Les dommages causés par les véhicules terrestres à moteur (porteurs du conducteur) non réquisitionnés pour le compte de l'assuré ; sous réserve des garanties acquises ci-après : RC commettant, RC besoins du service, véhicules déplacés sur la distance indispensable pour qu'ils ne fassent plus obstacle à l'exercice de l'activité de l'assuré, mise en fourrière, matériel d'espaces verts et d'entretien, fauteuils roulants à moteur, etc. et de celles relatives à l'usage par les élus de leurs véhicules dans l'exercice de leurs fonctions.

Reste garantie l'utilisation à l'insu de l'Assuré, par une personne dont il a la garde, d'un véhicule dont il n'a ni la propriété ni la garde.

Sont exclus les dommages causés par les embarcations à moteur destinées au transport de plus de 10 personnes, les engins aériens ou subaquatiques dont la Collectivité civilement responsable a la propriété, la conduite ou la garde.

Restent toutefois garantis les dommages causés par les aéronefs sans moteur, les modèles réduits (modélisme) ainsi que les drones, que la Collectivité en soit propriétaire, locataire ou utilisateur à quelque titre que ce soit (reste exclu le survol des sites militaires ou nucléaires, à l'insu de la Collectivité).

i) Les dommages causés par les chemins de fer, funiculaires, ou à crémaillère, téléphériques, remonte-pentes ou tout engin de remontées mécanique soumis à assurances spécifiques en application de l'article L220-1 du Code des assurances.

j) Les responsabilités et garanties visées par les articles 1792 et 1792-4-1 du code civil.

Toutefois, la responsabilité de l'architecte salarié de l'assuré reste garantie, au titre de l'article 16 de la loi du 03/01/1977, lorsqu'il agit sous la maîtrise d'ouvrage de l'assuré.

k) Les dommages causés au cours d'épreuves, courses, compétitions ou exhibitions (ou de leurs essais) soumises par la réglementation en vigueur à l'autorisation préalable des pouvoirs publics lorsque ces dommages engagent la responsabilité de l'Assuré en sa qualité d'organisateur.

Toutefois cette exclusion ne peut s'appliquer pour les épreuves ou courses pédestres ou cyclistes.

l) Les dommages survenus du fait de manifestations aériennes ou des exercices aériens préparatoires.

m) Les dommages occasionnés par la guerre civile ou la guerre étrangère. Dans le cas de la guerre civile, l'Assureur devra prouver que le sinistre est dû à cet événement.

n) Les dommages ou l'aggravation des dommages causés par tout combustible nucléaire, produit ou déchet radioactif ou par toute autre source de rayonnement ionisant et qui engage la responsabilité exclusive d'un exploitant d'installation nucléaire; par les armes ou engins destinés à exploser par modification de structure du noyau de l'atome; par toute source de rayonnements ionisants (en particulier tout radioisotope) utilisée ou destinée hors d'une installation nucléaire dont l'activité totale corrigée est supérieure à 1 Curie (37 gigabecquerels) et dont l'Assuré ou toute personne dont il doit répondre a la garde ou l'usage ou dont il peut être tenu responsable du fait de sa conception, de sa fabrication ou de son conditionnement sauf extension prévue sur les présentes conditions particulières, à l'utilisation et détention d'éléments radio – actifs dont l'activité totale corrigée dépasse 1 Curie (37 gigabecquerels).

TITRE VII – LIMITES D'ENGAGEMENTS EN MONTANTS ET DANS LE TEMPS

→ Limites d'engagements de l'Assureur par sinistre

Les candidats apporteront les montants les plus appropriés qu'ils sont à même de proposer.

Responsabilité générale (avant et après livraison) :

Garanties	Capitaux	Franchise
Tous dommages corporels, matériels et immatériels	15.000.000 €	-
SOUS LIMITATIONS PAR GARANTIE		
Dommages matériels et immatériels consécutifs	4.000.000 €	Voir art.4 acte engagement
Dommages immatériels non consécutifs	3.000.000 €	Voir art.4 acte engagement
Intoxications alimentaires	500 000 €	Voir art.4 acte engagement
Dommages aux biens confiés	200.000 €	Voir art.4 acte engagement
Vestiaires	100.000 €	Voir art.4 acte engagement
Pollution accidentelle <i>Dont responsabilité environnementale</i>	2.000.000 € 200.000 €	Voir art.4 acte engagement
Défense recours	50.000 €	Sans franchise

→ Limites d'engagement dans le temps

Conformément aux articles L124-1-1 et L124-5 du Code des Assurances, les garanties s'appliquent aux sinistres garantis survenant pendant la période de validité du contrat, y compris ceux résultant de faits et événements antérieurs à la prise de garantie.

La garantie « reprise du passé » est acquise sous réserve que ces faits et événements n'étaient pas connus de l'Assuré, lors de la souscription du contrat, comme étant susceptibles de faire jouer la garantie.

La garantie est déclenchée par la réclamation et couvre l'Assuré contre les conséquences pécuniaires des sinistres, dès lors que le fait dommageable est antérieur à la date de résiliation ou d'expiration de la garantie, et que la première réclamation est adressée à l'Assuré ou à son Assureur entre la prise d'effet initiale de la garantie et l'expiration d'un délai subséquent à sa date de résiliation ou d'expiration mentionné par le contrat, quelle que soit la date des autres éléments constitutifs des sinistres. Toutefois, la garantie ne couvre les sinistres dont le fait dommageable a été connu de l'Assuré postérieurement à la date de résiliation ou d'expiration que si, au moment où l'Assuré a eu connaissance de ce fait dommageable, cette garantie n'a pas été resouscrite ou l'a été sur la base du déclenchement par le fait dommageable.

Les garanties s'appliquent donc aux dommages survenant après sa résiliation si, à la date de réclamation, aucun assureur ne les couvre.

Garantie subséquente: la garantie est acquise pendant une durée minimale de 5 ans.

TITRE VIII – ÉTENDUE TERRITORIALE DES GARANTIES

Sauf stipulation contraire aux Conditions Particulières, la garantie s'exerce pour les dommages survenus en France, dans les pays de l'Union Européenne, la Suisse, Andorre et Monaco.

Toutefois les garanties sont étendues aux dommages survenus dans le monde entier à l'occasion de voyages de l'assuré, de ses élus ou de ses préposés dans le cadre de stages, missions commerciales ou d'études, simple participation à des foires, expositions, salons, congrès, séminaires ou colloques d'une durée inférieure à trois mois.

TITRE IX – CONNAISSANCE DES RISQUES

Il est précisé et convenu que les déclarations mises à la charge de l'Assuré aux termes de l'article L113.2 du code des assurances et figurant aux présentes conditions particulières sont reconnues comme exactes et suffisantes par l'Assureur pour lui permettre d'apprécier les risques qu'il prend. Il déclare avoir vérifié les risques assurés, ou à défaut, les considérer comme tels.

En contrepartie, l'Assuré s'engage à donner toutes les facilités pour la vérification des risques.

L'Assureur apéritureur devra informer ses co-assureurs des modifications éventuelles du risque.

TITRE X – FRÉQUENCE DE PAIEMENT

Fréquence annuelle.

Le présent contrat résulte d'un marché public. Les conditions d'engagement et éventuelles réserves au cahier des charges arrêtées lors du marché public, font partie intégrante du contrat, dans lequel elles s'insèrent. Ces conditions d'engagement prévalent sur les supports indiqués par l'assureur, lors de l'établissement du contrat, toutes les fois qu'elles sont plus favorables à l'assuré.